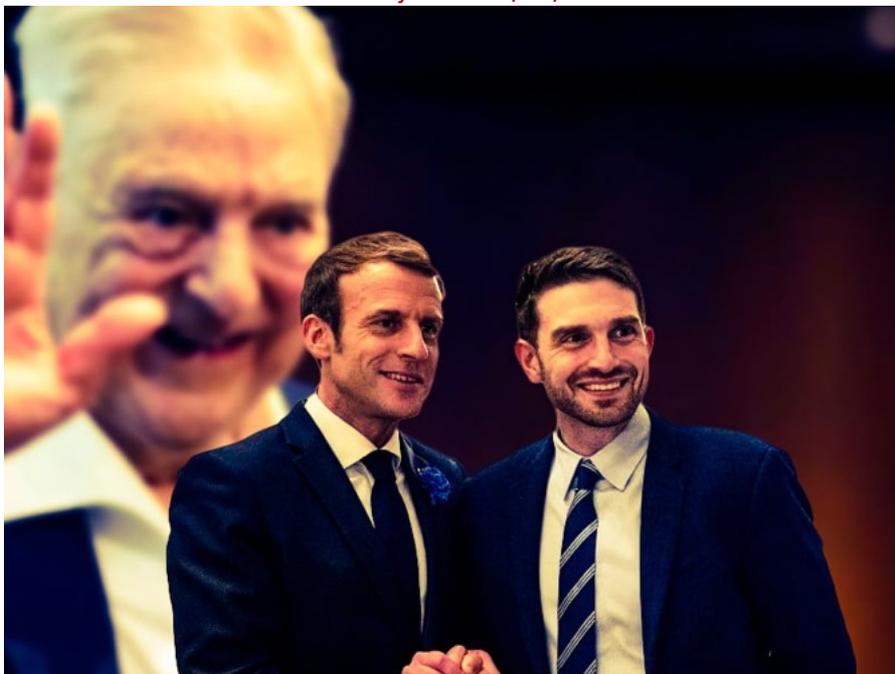




Qu'est venu faire à l'Élysée Alexander, le fils de George Soros ?

mise à jour le 21/11/21



En 2017, George Soros a transféré [15,2 milliards d'euros](#) de sa fortune à l'Open Society Foundation, ce qui en fait la deuxième plus grande fondation caritative privée aux États-Unis, après la Fondation Bill et Melinda Gates. Il l'a restructurée à coups de licenciements. Son fils [Alexander](#) en est aujourd'hui le vice-président.

Grégor Puppinck met en cause la mainmise de Soros sur l'Europe

Le docteur en droit Grégor Puppinck, directeur du Centre européen pour la liberté et la justice, mène un combat contre la corruption des institutions européennes. Son enquête démarre en janvier 2021, lorsqu'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme juge l'obligation vaccinale en République tchèque de 9 vaccins conforme aux droits d'ingérence nécessaires dans une société démocratique (en PDF [là](#)). Les [requêtes](#) à la CEDH avaient eu lieu en 2013 et 2015. Il n'était alors pas question de vaccin contre le covid-19.

Grégor Puppinck considère ce jugement comme une « *décision politique* » qui a été prise en fonction de la crise actuelle. En effet cela crée un précédent pour d'autres requêtes à venir, celles-là concerneraient les vaccins contre le covid.

Grégor Puppinck a publié à ce sujet un rapport dans *Valeurs Actuelles*. Attention à ce média ! Google nous avertit : il s'agit d'un « *magazine classé à l'extrême droite par la plupart des observateurs* ». Google affiche ensuite : « *Comment se désabonner de Valeurs Actuelles ?* » suivi de « *Comment s'abonner au Point ?* » Que de bons conseils !

Google ne vous a pas découragé de lire *Valeurs Actuelles* ? Tant mieux, car c'est là que Grégor Puppinck explique ce qui a poussé la Cour européenne des droits de l'homme à légaliser la vaccination obligatoire. Pourtant l'Allemagne, l'Angleterre, la Suède, la Suisse et l'Espagne n'ont pas d'obligation vaccinale. Le vaccin contre le covid va-t-il être rendu obligatoire dans certains pays ?



Soros dirige la Cour européenne des droits de l'homme

En février 2020, dans un rapport (« controversé » selon [Wikipedia](#)) du Centre européen pour la liberté et la justice qu'il dirige, Grégor Puppinck évoque les conflits d'intérêts entre la CEDH et les ONG de George Soros. Ce document, intitulé « *les ONG et les juges de la CEDH 2009-2019* », peut être consulté [là](#). Il démontre que 22 des juges de la CEDH sur 100 proviennent du réseau d'ONG de l'Open Society Foundation de Soros. Le 31 mars 2021, le Comité des ministres de l'UE [répond](#) en une fois à trois questions de parlementaires européens (du Portugal, du Monténégro et de Hongrie) sur ces conflits d'intérêts entre ONG et Cour européenne des droits de l'homme. Ils ne nient pas les conflits d'intérêts, mais [leur réponse](#), pour citer Greta Thunberg, ressemble fort à du « *blablabla* ». Ne soyons pas défaitistes : cette réponse a été quand même suivie d'effet. Pour la première fois, le 20 avril 2021, l'Open Society a échoué à faire élire son candidat comme nouveau juge à la Cour européenne des droits de l'homme. Parmi les trois candidats proposés par le gouvernement belge figurait une juriste salariée de l'Open Society de George Soros [[Maïté De Rue](#)] mais finalement, c'est un avocat belge, plus compétent et moins politique, [qui a été élu](#).

Soros et Bill Gates dirigent le Conseil de l'Europe

En novembre 2020, Grégor Puppinck, toujours dans [Valeurs actuelles](#), accuse cette fois le Conseil de l'Europe — dont dépend la Cour européenne des droits de l'homme — d'être lui-même financé par l'Open Society et Microsoft. « À la lecture des rapports financiers annuels du Conseil de l'Europe, il apparaît que l'Open Society de George Soros et Microsoft de Bill Gates sont les deux plus gros donateurs privés de l'organisation » et que ces deux groupes « ont donné respectivement au Conseil de l'Europe près de 1 400 000 euros entre 2004 et 2013 et près de 690 000 euros entre 2006 et 2014 ». On apprend que pour masquer ces financements, « depuis 2015, il n'y a plus trace de ces financements directs », mais que, « en revanche, le Conseil de l'Europe a institué un fond spécial pour recevoir de telles contributions volontaires extra-budgétaires ». Un [député hongrois](#) du Conseil de l'Europe, M. Barna Pal Zsigmond, a saisi le comité des 47 ministres qui le composent pour demander que soient rendus publics tous les documents relatifs à ces financements.

Soros et Bill Gates dirigent l'ONU et l'OMS

En juillet 2021, un [rapport de l'ECLJ](#), dirigé par Grégor Puppinck, apporte de nouvelles révélations sur l'étendue du réseau Soros. La Cour pénale internationale a reçu 115 000 \$ de l'Open Society en 2017, et l'ONU et l'OMS en ont reçu encore plus.

Soros en France

En France, l'Open Society possède des couvertures caritatives, toujours utiles pour dévier l'attention vers d'autres problèmes que la répartition des richesses. Elle apporte donc son soutien à *la Ligue des Droits de l'Homme*, à *l'Observatoire International des Prisons*, aux individus et aux groupes « *qui luttent contre la violence et les discours de haine visant les communautés minoritaires* ». Tout cela est un air connu, sauf... [l'Accélérateur de la Mobilisation](#). Il s'agit d'« *une plateforme en ligne pour promouvoir l'engagement des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques* » ! Dans un régime de pouvoir personnel, cela sonne faux. Elle est censée venir en aide aux lesbiennes et transgenres, aux gens du voyage, pour des objectifs comme des couverts en carton au lieu de plastique dans les cantines.

Selon [l'Accélérateur de la Mobilisation](#), les exemples d'engagement citoyen à suivre sont *BalanceTonPorc* et même les *Gilets Jaunes* ! Ces derniers apprécieront avoir poussé Macron à révéler sa vraie nature de démocrate : les *Gilets Jaunes*, « *un mouvement né avec et sur Facebook — a poussé le président Macron à annoncer une salve de mesures* »



SHIVAYA INFO



— suspension temporaire de hausses de taxes sur l'essence et le gazole, du tarif de l'électricité, hausse (contestée) du SMIC, hausse de la CSG supprimée pour les retraités les plus modestes et des heures supplémentaires sans impôts, ni charges — et l'organisation d'une concertation nationale, "le Grand débat", sur la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'Etat des services publics, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté. Et pour la première fois, c'est le Président lui-même qui a répondu au 1,1 million de signataires de la pétition de Priscilla par un message personnalisé. »

Soyons sérieux. Alexander Soros a d'autres chats à fouetter.

Soros a dicté au candidat Macron son programme sur l'immigration

En tant qu'héritier de l'empire Soros — George a 91 ans —, Alexander a fait une visite de maître du monde à chef d'État. Est-ce un hasard, s'il a été reçu la veille du soutien de la Cour de justice de l'Union européenne à sa politique d'immigration systématique ? Investir dans l'immigration, créer des start-up gérées et exploitées par des migrants, à charge pour eux, de rembourser leur généreux mécène, c'est un des investissements ([500 millions de dollars](#)) de George Soros.

Pour se protéger de la politique migratoire de Soros, en 2018, la Hongrie a adopté la loi hongroise [Stop Soros](#). Elle criminalise l'organisation et le financement de la migration illégale. Un amendement constitutionnel interdit parallèlement la réinstallation massive de migrants. Deux décisions nationales qui, selon la Cour de justice de l'UE, violent le droit de l'Union européenne. La France a signé le pacte mondial de [Marrakech](#) pour des « migrations sûres, ordonnées et régulières » en 2018 — tiens ! la même année où la Hongrie adoptait la loi Stop Soros. Décidément Macron n'a rien à refuser à Soros (père et fils) !

Jacqueline pour *Le Média en 4-4-2*.

<https://lemediaen442.fr/quest-venu-faire-a-lelysee-alexander-le-fils-de-george-soros/>